

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;
Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 393 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive 9. Juli 1987 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "kommunalen Flächennutzungs- oder Bebauungsplanes" durch den Wortlaut "kommunalen Raumordnungsplanes" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 394, Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Bebauungsplanes" durch den Wortlaut "kommunalen Raumordnungsplanes, durch die Regierung erlassenen Flurbereinigungsplanes oder Fluchtlinienplanes" ersetzt.

Art. 3 - Der Minister der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung
A. ANTOINE

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2270

[2009/202786]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de artikelen 393 en 394 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 76 en 80;

Gelet op het advies van de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), gegeven op 27 maart 2009 (09/CRAT B.3601);

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 46.601/4, gegeven op 25 mei 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals vervangen bij de wet van 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 393 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987, wordt het woord "bijzonder" vervangen door het woord "gemeentelijk".

Art. 2. In artikel 394, lid 2, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "bijzonder plan van aanleg" vervangen door de woorden "gemeentelijk plan van aanleg, een stedelijke verkavelingsomtrek besloten door de Regering".

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2271

[2009/202785]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 30 avril 2009 portant modifications au décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 108 de la Constitution et l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 30 avril 2009 portant modifications au décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mai 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, en particulier l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que la situation économique actuelle a des effets néfastes sur l'emploi;

Considérant que ceux-ci touchent d'abord les travailleurs intérimaires et les travailleurs sous contrat de travail à durée déterminée;

Considérant également que les autres travailleurs sont également menacés, voire déjà affectés par des licenciements en masse;

Considérant qu'il est urgent d'organiser le déploiement d'une réponse rapide sur l'ensemble de la Région wallonne, en vue d'accueillir tous les travailleurs qui seront touchés par la crise;

Considérant qu'il est urgent que le Gouvernement soutienne sans tarder l'ensemble des travailleurs et employeurs touchés par la crise économique et exécute les mesures décidées dans le cadre du Plan Anticrise du 5 décembre 2008;

Considérant qu'il est urgent que les travailleurs intérimaires, en CDD ou en CDI soient donc pris en charge immédiatement et ce, dans le cadre d'un accompagnement intensif et spécialisé au sein du dispositif des plans d'accompagnement des reconversions;

Considérant qu'il est donc indispensable d'organiser l'accompagnement des travailleurs affectés par un ralentissement de l'activité (travailleurs intérimaires ou sous CDD) ou par une restructuration (licenciements collectifs) en leur garantissant l'accès à un dispositif wallon efficace et cohérent par rapport aux obligations fédérales;

Considérant qu'il est urgent de mettre en œuvre les dispositions prises au niveau fédéral via la loi du 27 mars 2009 de relance économique et plus particulièrement de son chapitre 1^{er} du Titre IV;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Il est instauré, au sein du Conseil économique et social de la Région wallonne, un Comité d'orientation en matière d'accompagnement des reconversions, ci-après dénommé le "Comité d'orientation" chargé de remettre, d'initiative ou sur demande du Ministre de l'Emploi, des avis et recommandations sur l'exécution du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions tel que modifié ainsi que sur toutes questions liées à la politique de restructuration d'entreprises qui entrent dans le champ des compétences régionales.

Art. 3. Le Comité d'orientation est composé comme suit :

1° un président et un vice-président;

2° quatre membres effectifs et autant de suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs;

3° quatre membres effectifs et autant de suppléants représentant les organisations représentatives des travailleurs;

4° un membre effectif et un membre suppléant représentant le Ministre de l'Emploi;

5° un membre effectif et un membre suppléant représentant le Ministre de la Formation;

6° deux membres effectifs et autant de suppléants représentant l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, tel qu'institué par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, ci-après dénommé "l'Office".

Le Ministre de l'Emploi nomme les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 4° et 5°, et désigne les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 6°, sur proposition des organismes qu'ils représentent.

Le président et le vice-président sont désignés en leur sein par les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°.

Le Ministre de l'Emploi approuve le règlement d'ordre intérieur du Comité d'orientation, lequel définit notamment les modalités de fonctionnement dudit Comité en cohérence avec le prescrit du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative et du décret-cadre portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 4. Conformément à l'article 3, alinéa 2, du décret du 29 janvier 2004 précité, le Ministre de l'Emploi est habilité, sur proposition du Comité de gestion de l'Office, à compléter la liste des travailleurs qui seront pris en compte lors de la détermination du nombre visé à l'alinéa 1^{er} de l'article 3 du décret précité, lorsque le licenciement collectif a manifestement une répercussion négative sur l'emploi d'autres travailleurs.

Art. 5. Conformément à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, le Ministre de l'Emploi approuve le cahier des charges type.

Art. 6. La subvention visée à l'article 6, alinéa 2, du même décret s'élève à un montant de 420.000 € par an. Le Ministre de l'Emploi détermine, sur proposition de l'Office et après avis du Comité d'orientation, les modalités de répartition et de liquidation de cette subvention. Le Ministre de l'Emploi peut modifier le montant de la subvention annuelle.

Art. 7. Il est créé une plateforme permanente par Direction régionale de l'Office. Le Ministre de l'Emploi détermine, conformément à l'article 7, alinéa 2, du décret précité, le nombre d'accompagnateurs sociaux et les moyens affectés aux plateformes et aux cellules de reconversions.

Art. 8. Le coût moyen maximal d'intervention par travailleur ou par travailleur intérimaire est de 375 euros qui comprennent :

1° les formations payantes au bénéfice des travailleurs licenciés, à savoir les formations spécifiques ou complémentaires à celles offertes par les opérateurs publics de formation;

2° les indemnités horaires;

3° les frais de déplacement.

Le Ministre de l'Emploi peut modifier le coût moyen maximal d'intervention par travailleur ou par travailleur intérimaire et préciser les frais qu'il couvre.

Art. 9. Le décret du 30 avril 2009 portant modifications au décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} juin 2009.

Art. 10. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2271

[2009/202785]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 waarbij wijzigingen aangebracht worden in het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 108 van de Grondwet en op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 30 april 2009 waarbij wijzigingen aangebracht worden in het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 mei 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de huidige economische conjunctuur nadelige gevolgen voor de tewerkstelling heeft;

Overwegende dat ze vooral de interimwerknemers en de werknemers onder arbeidscontract van bepaalde duur treffen;

Overwegende dat de overige werknemers ook bedreigd worden of al het voorwerp zijn van massaontslagen;

Overwegende dat dringend een spoedig antwoord ontwikkeld moet worden op het gezamenlijke grondgebied van het Waalse Gewest met het oog op het onthaal van alle werknemers die door de crisis getroffen worden;

Overwegende dat de Regering dringend haar steun moet verlenen aan het geheel van de werknemers en werkgevers getroffen door de economische crisis en de maatregelen moet uitvoeren waartoe besloten werd in het kader van het "Plan Anticrise" (Anticrisisplan) van 5 december 2008;

Overwegende dat de interimwerknemers (onder CBD of COD) bijgevolg onmiddellijk ten laste genomen moeten worden in het kader van een intensieve en gespecialiseerde begeleiding binnen het stelsel van de begeleidingsplannen inzake omschakelingen;

Overwegende dat bijgevolg voorzien moet worden in de organisatie van de begeleiding van de werknemers getroffen door een vertraging van de activiteit (interimwerknemers of werknemers onder CBD) of door een herstructurering (collectieve ontslagen) door hen een toegang te waarborgen tot een doeltreffend en coherent Waals stelsel t.o.v. de federale verplichtingen;

Overwegende dat de maatregelen die op federaal niveau zijn genomen krachtens de Economische herstellwet van 27 maart 2009 en meer bepaald hoofdstuk I van Titel IV ervan, dringend ten uitvoer gelegd moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt gedeeltelijk een materie bedoeld in artikel 127, § 1, en 128, § 1, van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Er wordt binnen de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest) een Oriënteringscomité voor de begeleiding inzake omschakelingen opgericht, hierna "Oriënteringscomité" genoemd. Het wordt ermee belast op eigen initiatief of op verzoek van de Minister van Tewerkstelling adviezen en aanbevelingen te geven i.v.m. de uitvoering van het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen, zoals gewijzigd, alsook i.v.m. alle vraagstukken betreffende het beleid inzake de herstructureringen van ondernemingen, die onder de gewestelijke bevoegdheden ressorteren.

Art. 3. Het "Oriënteringscomité" is samengesteld uit :

1° een voorzitter en een ondervoorzitter;

2° vier gewone en evenveel plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van de representatieve werkgeversorganisaties;

3° vier gewone en evenveel plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van de representatieve werknemersorganisaties;

4° een gewoon en een plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de Minister van Tewerkstelling;

5° een gewoon en een plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de Minister van Vorming;

6° twee gewone en evenveel plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse Dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), zoals ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", hierna de "Dienst" genoemd.

De Minister van Tewerkstelling benoemt de leden bedoeld in het eerste lid, 4° en 5°, en wijst de in het eerste lid, 1°, 2°, 3° en 6°, bedoelde leden aan op de voordracht van de instellingen die zij vertegenwoordigen.

De voorzitter en de ondervoorzitter worden aangewezen onder en door de leden bedoeld in het eerste lid, 2° en 3°.

De Minister van Tewerkstelling keurt het huishoudelijk reglement van het Oriënteringscomité goed. Dat reglement voorziet o.a. in de modaliteiten voor de werking van het Comité overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 3, tweede lid, van voornoemd decreet van 29 januari 2004 is de Minister van Tewerkstelling bevoegd om op voorstel van het beheerscomité van de Dienst de lijst aan te vullen van de werknemers die in aanmerking genomen zullen worden bij de berekening van het aantal bedoeld in het eerste lid van artikel 3 van voornoemd decreet als het collectief ontslag een duidelijk nadelige weerslag op de tewerkstelling van andere werknemers heeft.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 5, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt het typebestek door de Minister van Tewerkstelling goedgekeurd.

Art. 6. De subsidie bedoeld in artikel 6, § 1, tweede lid, van het decreet bedraagt 420.000 € per jaar. De Minister van Tewerkstelling bepaalt de modaliteiten voor de verdeling en de betaling van die subsidie op voorstel van de Dienst en na advies van het Oriënteringscomité. De Minister van Tewerkstelling kan het bedrag van de jaarlijkse subsidie wijzigen.

Art. 7. Er wordt een permanent platform per gewestelijke directie van de Dienst opgericht. De Minister van Tewerkstelling bepaalt, overeenkomstig artikel 7, tweede lid, van voornoemd decreet, het aantal sociale begeleiders en de middelen bestemd voor de platforms en de omschakelingscellen.

Art. 8. Per werknemer of uitzendwerknemer wordt een maximale tegemoetkoming van gemiddeld 375 euro verleend voor :

1° de betalende opleidingen ten gunste van de ontslagen werknemers, met name de specifieke opleidingen of de opleidingen ter aanvulling van die geboden door de openbare vormingsoperatoren;

2° de uurvergoedingen;

3° de verplaatsingskosten.

De Minister van Tewerkstelling kan de maximale gemiddelde tegemoetkomingsprijs per werknemer of uitzendwerknemer wijzigen en vermeldt de kosten die hij dekt.

Art. 9. Het decreet van 30 april 2009 waarbij wijzigingen aangebracht worden in het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen en dit besluit treden in werking op 1 juni 2009.

Art. 10. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2009/202696]

Direction générale Relations collectives de travail. — Nomination des membres de la Commission paritaire pour les entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles

Par arrêté du Directeur général du 12 juin 2009, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* :

sont nommés membres de la Commission paritaire pour les entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles :

1. en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs :

Membres effectifs :

MM. :

VAN BOSCH Johan, à Anvers;

VANNESTE Lionel, à Wevelgem;

STULTIENS Joannes, à Kinrooi;

BINI Gérard, à La Bruyère;

SAINTENOY Bernard, à Estinnes.

Membres suppléants :

MM. :

BROEKX Geert, à Bree;

STEENWINCKELS Jean, à Landen;

Mmes :

STROO Ann, à Nieuport;

GIJSELS Carla, à Heist-op-den-Berg;

M. NIX Jean-Marie, à Welkenraedt.

2. en qualité de représentants des organisations de travailleurs :

Membres effectifs :

MM. :

DETEMMERMAN Alain, à Beveren;

CORNU Tanguy, à Tournai;

DIRIX Frans, à Merchtem;

ISTAS Ludo, à Saint-Trond;

DEWINTER Koen, à Hulshout.

Membres suppléants :

MM. :

GOUWY Dario, à Vleteren;

CHENOY Alain, à Jemeppe-sur-Sambre;

DE WILDE Bram, à Willebroek;

Mme SCHREURS Chantal, à Tielt-Winge;

M. MOENS Jan, à Hoeilaart.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2009/202696]

Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen. — Benoeming van de leden van het Paritair Comité voor de ondernemingen van technische land- en tuinbouwwerken

Bij besluit van de Directeur-generaal van 12 juni 2009, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt :

worden benoemd tot leden van het Paritair Comité voor de ondernemingen van technische land- en tuinbouwwerken :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie :

Gewone leden :

De heren :

VAN BOSCH Johan, te Antwerpen;

VANNESTE Lionel, te Wevelgem;

STULTIENS Joannes, te Kinrooi;

BINI Gérard, te La Bruyère;

SAINTENOY Bernard, te Estinnes.

Plaatsvervangende leden :

De heren :

BROEKX Geert, te Bree;

STEENWINCKELS Jean, te Landen;

Mevrn. :

STROO Ann, te Nieuwpoort;

GIJSELS Carla, te Heist-op-den-Berg;

De heer NIX Jean-Marie, te Welkenraedt.

2. als vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties :

Gewone leden :

De heren :

DETEMMERMAN Alain, te Beveren;

CORNU Tanguy, te Doornik;

DIRIX Frans, te Merchtem;

ISTAS Ludo, te Sint-Truiden;

DEWINTER Koen, te Hulshout.

Plaatsvervangende leden :

De heren :

GOUWY Dario, te Vleteren;

CHENOY Alain, te Jemeppe-sur-Sambre;

DE WILDE Bram, te Willebroek;

Mevr. SCHREURS Chantal, te Tielt-Winge;

De heer MOENS Jan, te Hoeilaart.